

ne suffisent pas : les pays riches ne peuvent oublier leurs responsabilités en faveur du sort des populations les plus pauvres.

Comme proposition, la mise en place d'une solidarité globale entre pays pauvres et pays riches (de même au sein de chaque pays) et d'un « code éthique commun ».

2. « Combattre la pauvreté, construire la paix »

« **Le développement est le nouveau nom de la paix** » (journée du 1^{er} janvier : journée mondiale de la Paix) : la coopération doit être pensée comme moyen de résolution des conflits.

Les réponses à ces questions de paix et de pauvreté sont multiples : politiques de prévention, d'éducation morale et de mise à disposition des médicaments pour tous, lutte contre les effets des maladies pandémiques, exigence d'une promotion de la famille pour faire face à la pauvreté spécifique des enfants, relations entre désarmement et développement...

Ce qui appelle l'obligation d'« *une prise en considération attentive du phénomène complexe de la mondialisation, d'une vision ample et détaillée de la pauvreté qui n'est pas que matérielle, mais aussi relationnelle, morale, spirituelle* », sans lien direct avec la croissance démographique.

3. Une solidarité accrue envers les plus faibles :

« Les baptisés ne peuvent demeurer indifférents quand manque le pain sur la table... »

• **« La doctrine sociale de l'Eglise n'est pas un à côté. La lutte contre la pauvreté doit devenir la priorité de l'action internationale. La population est une richesse et non un facteur de pauvreté ».** « *La lutte contre la pauvreté requiert des hommes et des femmes qui vivent en profondeur la fraternité et qui soient capables d'accompagner les personnes, les familles, les communautés sur les chemins d'un authentique développement humain* ».

• **La pensée sociale de l'Eglise caractérise le sens de la solidarité :** « *nous sommes tous responsables de tous* ». La solidarité est une vertu sociale ; l'instruction est « *une voie importante pour instiller ce sens de la solidarité* ».

Il faut lutter contre le « **scandale de la faim** », non pas seulement quantitativement, mais plus encore porter attention à la répartition et aux difficultés d'accès à la nourriture.

• **Les enfants nés dans une grande pauvreté** sont une préoccupation majeure ; la crise aura un impact d'autant plus grand sur les droits des enfants.

1 – À L'ÉCHELLE DU MONDE, QUELQUES REPÈRES

- La population du globe : 6,7 milliards ; probablement 9,2 milliards en 2050.
- L'objectif du millénaire : diminuer de moitié le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde (850 millions en 2000).

. la sécurité alimentaire

En dépit de l'objectif du millénaire, le nombre de personnes sous-alimentées a, en 2008, augmenté de 75 millions. Il s'élève aujourd'hui dans le monde à **925 millions de personnes**. Même si certains pays sont en bonne voie (Vietnam, Thaïlande), d'autres régressent. 7 pays rassemblaient, en 2007, 65 % des personnes sous-alimentées (Inde, Chine, RDC, Bangladesh, Indonésie, Pakistan, Éthiopie).

Le risque alimentaire pèse sur l'avenir des pays du sud, malgré une excellente récolte. Les prix des denrées restent chers : par rapport à 2005, hausse de 12 % en 2006, de 24 % en 2007 et de 50 % pour les trois premiers trimestres de 2008 (en Europe, hausse de 7,1 % en un an).

La FAO prévoit que la production céréalière mondiale s'oriente à la baisse : 26 % en Argentine en 2008 ; pourtant parallèlement, la culture des agro-carburants continue de se développer (+ 22 %).

La FAO estime qu'il faudrait 25 à 40 milliards de dollars pour régler le problème de la malnutrition. Elle s'inquiète de nouvelles menaces liées aux promesses non tenues des pays riches et du risque de nouvelles flambées des prix des denrées : 20 milliards de dollars ont été promis par 95 pays en juin 2008 mais à peine 2 milliards engagés en janvier 2009.

Le chaos du marché des matières premières fait de ces matières des objets de spéculation. Depuis l'été, le baril de pétrole a baissé des 2/3.

L'Afrique est le continent le plus touché par la crise : la Banque Mondiale prévoit 700 000 décès supplémentaires d'enfants de moins d'un an et une espérance de vie diminuée.

. les terres cultivables

« **Razzia mondiale** » : la Corée du Sud a loué à l'État malgache 1,3 million d'ha soit la moitié de sa surface arable en contrepartie d'un investissement par Daewoo de 4,8 milliards d'€ sur 25 ans. Autres exemples : Mozambique, Philippines (1,24 million d'ha), Ouganda (840 000 ha).

- les principaux pays « accapareurs » sont les États pétroliers du Golfe, les pays émergents, l'Inde, la Chine, la Corée du Sud et le Japon, avec pour objectif, leur sécurité alimentaire ;
- une pratique qui existe depuis longtemps, mais pour des raisons autres qu'alimentaires : Michelin possède 20 % d'une société qui exploite 30 000 ha d'hévéas au Brésil, au Nigéria, au Ghana, en Côte d'Ivoire.

Les agriculteurs paysans et leurs familles représentent dans le monde près de 3 milliards de personnes (41 % de la population mondiale), dont 2 milliards cultivent encore de leurs mains ou à l'aide de 250 millions d'animaux et ne gagnent qu'un dollar par jour... Et toujours de graves inégalités techniques : un cultivateur en Afrique produit une tonne de céréales par ha, en Chine : plus de quatre.

. le travail et l'emploi

L'OCDE prévoit **25 millions de chômeurs de plus dans le monde en 2010**, dont 8 à 10 millions dans les pays industrialisés.

Le Bureau International du Travail estime qu'en 2009, 1,4 milliard de travailleurs (même chiffre qu'en 1997), vivront sous le seuil de pauvreté (45 % de la population active). Les plus touchés sont les travailleurs des Pays en voie de développement.

L'esclavage : l'ONU estime que dans le monde 27 millions de personnes sont asservies (travail forcé, exploitation sexuelle, esclavage domestique). Le nombre d'enfants soldats enrôlés dans les conflits diminue, mais 250 000 enfants continuent d'être utilisés comme combattants, espions, éclaireurs ou esclaves sexuels.

. les migrations

Selon l'Atlas des migrations, le développement accélère les migrations. La planète compte près de 200 millions de migrants, soit 3 % de la population mondiale. L'Asie est le plus grand réservoir : 40 à 50 millions, dont l'Inde : 20 millions. Les migrations sud-sud sont aussi importantes que celles sud-nord. Les transferts de fonds sont devenus un facteur de développement essentiel des pays d'origine. Ils se sont élevés à 318 milliards en 2007 soit l'équivalent de trois fois l'aide au développement (105 milliards). Sur ce total, 265 ont été versés vers les pays en développement, ce qui a permis de réduire la part de population vivant sous le seuil de pauvreté de 11 % en Ouganda, de 6 % au Bangladesh et au Ghana. Les migrants vivant en France envoient 4,3 milliards de dollars à leur pays d'origine.

Caritas	Aide les familles de Gaza
La Fondation Jean Paul II pour le Sahel	25 ans au service des populations
Association de la voûte nubienne	Développe un habitat simple, adapté à la chaleur, en autoconstruction, avec en complément, un programme de formation intensif

4- PAROLES D'ÉGLISE

L'Église prend très fréquemment position sur tous ces sujets du développement. Ses positions sont généreuses, souvent innovantes et exigeantes. Mais pourquoi sont-elles si peu reprises dans les médias ? Pour cette raison, voici un bref résumé.

Trois thèmes majeurs dans les interventions de Benoît XVI et du Vatican :

1. **Pour un nouveau pacte économique international « justice, sobriété, solidarité » : conditions pour passer de la crise à l'espérance**

La **justice** ne revêt pas seulement une portée sociale ou même éthique : « *elle ne renvoie pas uniquement à ce qui est équitable ou conforme au droit : la justice de Dieu fait référence à ce qui est ajusté ; elle se manifeste par sa justesse, elle remet tout en place, tout en ordre afin que le monde soit conforme au dessein de Dieu et à son ordre* ».

La crise réclame « **davantage de sobriété** » de la part de chacun d'entre nous et des États, une réflexion sur l'argent (cf. l'appel pour convertir les dépenses militaires en investissements pour le développement) et « **un renouveau des consciences** » avec comme base d'action : l'urgence éducative, la formation au respect des normes, la valorisation des responsabilités et la réduction de l'individualisme.

La refondation du système financier international appelle une coopération économique et juridique, pour que puisse se développer une juste logique économique, une juste logique politique, une correcte logique de participation. S'il faut des mesures techniques (mesures structurelles concernant les crédits, réduction des dettes publiques, accords tarifaires), elles